Étant donné que les mesures défensives ou dissuasives ne permettaient pas de freiner le développement des attaques de la course musulmane, on tenta aussi l'attaque des côtes nord-africaines, soit par des bateaux armés pour la course, peu nombreux, soit par des flottes mises sur pied par l'initiative publique des villes maritimes catalanes, valenciennes et majorquines, au moyen d'une organisation conjointe : le « *pariatge* ». L'auteur souligne que le roi collaborait rarement à la défense maritime et au harcèlement du Nord de l'Afrique, car il consacrait tous ses efforts à la politique italienne. La piraterie musulmane pouvait croître sans contrainte.

Andrès Diaz Borras décrit de façon détaillée, et fort bien documentée, les diverses tentatives d'armements privés ou officiels, jusqu'aux croisades contre la Berbérie de 1398 et 1399, qu'il analyse avec minutie. La responsabilité de l'armada contre la Berbérie échut à Valence et Majorque, du fait que Barcelone, sollicitée en un premier temps, et bien que s'étant montrée disposée à participer à l'entreprise, avait dû se retirer pour collaborer à la campagne terrestre contre le comté de Foix. L'hypothèse de l'auteur est que Barcelone et la côte catalane étaient moins menacées par la piraterie islamique que Valence et ses côtes. De ce fait, la ville comtale ne se sentait pas autant impliquée dans la lutte antibarbaresque.

L'auteur étudie les documents éclairant les divers aspects de l'organisation et du financement des deux expéditions de 1398 et de 1399, ayant pour objet d'inquiéter les sultanats du Nord de l'Afrique, d'imposer une période de tranquillité qui ne dura pas, faute de continuité dans de pareilles démonstrations de force et du fait de l'impossibilité pour les villes d'assurer seules, sans l'appui de la couronne, un effort économique aussi important.

Un appendice documentaire (p. 241-314), composé d'actes émanant du conseil municipal de Valence et de la correspondance avec d'autres municipalités, nous permet d'approcher d'une manière vivante et réaliste les problèmes étudiés par l'auteur.

S'interrogeant, page 45, sur l'origine de l'impôt *almoina* levé pour la constitution d'une armada en 1310, l'auteur aurait pu trouver une réponse à sa question par l'étude de l'étymologie de ce mot. *Almoina* est la transcription du terme arabe *al-maʿūna* désignant une taxe foncière perçue en al-Andalus et instituée pour couvrir les besoins de défense urgents du pays lorsque le Trésor public ne pouvait faire face, mais qui devint, par la suite, une contribution illégale (cf. V. Lagardère, « Structures étatiques et communautés rurales : les impositions légales et illégales en al-Andalus et au Maghreb (XI^e^-XV^e^ s.) », *Studia Islamica* 80, 1994).

Vincent LAGARDÈRE
(Université de Bordeaux III)

Maya SHATZMILLER, *Labour in the Medieval Islamic Lands*. E.J. Brill, Leiden-New York-Köln, 1994 (Islamic History and Civilization. Studies and Texts, 4). VIII + 450 p.

Malgré les écrits pionniers de Cl. Cahen et ceux, plus discutés, d'E. Ashtor en matière d'histoire économique et sociale, l'histoire du travail dans les pays méditerranéens à l'époque

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

médiévale est un secteur largement négligé. Il existe bien des études importantes sur les métiers, celles de L. Massignon et d'al-Qasimy entre autres, mais elles portent sur les villes du monde arabe aux XIX^e^-XX^e^ siècles. Pourtant, comment analyser les réalités économiques et sociales sans porter attention à des questions comme celles du degré de division du travail ou de la distribution de la force de travail? C'est à combler un tel vide dans le tissu de nos connaissances que s'est employée Maya Shatzmiller, en posant des questions d'une grande pertinence et en recourant à une méthodologie quantitative originale.

Elle s'est proposé non de faire une histoire du travail qui traiterait des aspects sociaux d'une telle question (hiérarchie, rémunération, organisation, réglementation, etc.), mais d'établir un recensement de tous les métiers connus dans « le monde islamique médiéval », en recourant aux méthodes de la classification des métiers (« Occupational Classification ») largement pratiquée par les historiens et les sociologues des mondes modernes, et de fournir ainsi les bases d'une analyse de la division et de la répartition du travail.

Son ouvrage s'organise donc logiquement en trois étapes : une première (chapitres I, II, et III) dans laquelle elle justifie ses perspectives de recherche et ses méthodes, une seconde (chapitre IV) dans laquelle elle présente une impressionnante liste de 1853 métiers classés par secteurs (secteur primaire ou « Extractive Sector », secteur secondaire ou « Manufacturing Sector », secteur tertiaire ou « Service Sector ») et sous-secteurs, une troisième (chapitre V) dans laquelle elle analyse, à partir des données quantitatives ainsi établies mais aussi de riches lectures complémentaires, la répartition de la force de travail, le degré de spécialisation et la structuration des différentes activités. Une dernière partie (chapitres VI, VII et VIII) ne s'articule que par le thème avec l'ensemble, puisque l'auteur y reproduit trois articles précédemment parus dans différentes revues traitant l'un de la division ethnique du travail en Espagne, l'autre du travail des femmes, et le troisième de l'attitude théorique de l'islam par rapport au travail.

La nouveauté des questions posées, l'originalité de la démarche, l'ampleur des recensements effectués, la richesse de l'information sur les différents métiers forcent la curiosité et l'intérêt du lecteur. Un des grands mérites de l'ouvrage de Maya Shatzmiller est d'ouvrir, à partir d'analyses quantitatives, de larges perspectives pour une histoire économique du monde arabe médiéval. Par comparaison avec la situation qui fut celle de la basse antiquité, l'économie a connu un grand bond en avant dans les premiers siècles qui ont suivi la conquête arabe; la productivité agricole et manufacturière a atteint un haut niveau qu'elle a gardé jusqu'à l'époque moderne. Les villes connurent un grand nombre d'activités diversifiées et intégrées dans les secteurs de l'artisanat et des services, permettant de répondre aux besoins d'une nombreuse société consommatrice, et de fournir les surplus disponibles pour le commerce régional. L'importance croissante de l'appareil d'État, loin de représenter le poids négatif d'éléments improductifs, a servi le progrès économique par l'appel à la consommation agricole et industrielle, et par l'investissement des pouvoirs publics dans l'agriculture, les mines, la construction navale. Mais, lorsque le contrôle sur les revenus de la terre — du fait du développement de l'*iqṭāʿ* notamment — échappe à l'État, celui-ci n'investit plus et perd la maîtrise des décisions économiques. C'est par conséquent, non dans les structures économiques — proches

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

de celles de l'Occident chrétien à la même époque — mais dans les institutions et le droit de la propriété, qu'il faut chercher les raisons du décalage économique enregistré par le monde arabe à l'égard de l'Europe dans les temps modernes.

Si le titre de l'ouvrage évoque un bien vague « monde islamique médiéval », il est précisé (p. 34 et p. 70) que l'étude porte sur « les pays méditerranéens islamiques », c'est-à-dire l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, le Maghreb et l'Espagne du VIII^e^ au XV^e^ siècle. À l'intérieur de cette vaste unité temporelle, l'auteur a retenu deux grandes périodes : VIII^e^-XI^e^ siècles, XII^e^-XV^e^ siècles, afin de s'interroger sur les raisons habituellement invoquées du ralentissement économique dans les derniers siècles du Moyen Âge : difficultés du grand commerce ? Réduction de la production manufacturée ? Changements dans le mode de possession de la terre ? Malgré quelques correctifs régionaux introduits çà et là dans l'analyse, cet ensemble est considéré à la fois comme homogène en ses différentes parties et hétérogène par rapport aux autres régions du monde méditerranéen médiéval : « The existence of general, common patterns can not be denied » (p. 172). Et cet ensemble est tout naturellement défini comme « islamique », ce qui conduit l'auteur à employer couramment des expressions telles que « Islamic cities », « Islamic economy », « Islamic society », « Islamic industry », « Islamic table », « Islamic glass-makers », « Islamic textiles », et même « Islamic mode of production » (p. 47)! Bien évidemment, l'auteur ne pense à aucun moment que l'Islam, en tant que système théologique, politique, juridique, religieux, est le facteur explicatif des formes prises par l'économique et le social dans les pays étudiés, mais le maintien d'un adjectif au nom de sa commodité d'emploi devient d'autant plus dangereux que l'unité de cet ensemble est constamment postulé, sans que la moindre comparaison, notamment avec l'Empire byzantin, soit esquissée. Il aurait, par exemple, été très instructif de jeter un œil sur le *Livre de l'Éparque*, sorte de code de police des métiers de la capitale constantinopolitaine regroupant des articles divers élaborés au tout début du X^e^ siècle, et sur quelques autres textes : la nomenclature des métiers et la division de l'activité artisanale y sont très proches de celles recensées ici, ce qui laisse à penser que les villes de l'Orient méditerranéen connaissaient des formes économiques proches, qui n'avaient rien d'islamique !

L'étude menée repose sur une hypothèse, formulée par les économistes depuis Adam Smith, selon laquelle le degré de division du travail reflète le niveau de développement économique. En conséquence, le nombre des termes désignant un métier (« separate trade names » ou « unique occupations ») relevés dans les sources dépouillées est retenu comme un moyen de connaître le degré de spécialisation et donc de productivité atteint par ce « monde islamique médiéval », tandis que le nombre d'occurrences (« occupational terms » ou « cases ») des mêmes termes est considéré comme un indicatif fiable de la répartition de la force de travail entre les différents secteurs, et des changements structurels intervenus entre les deux grandes périodes retenues. Mais la mise en œuvre aurait été plus convaincante si le concept même de métier, auquel est lié celui de travail, et donc de division du travail, avait été clairement défini. Les mots employés, « occupations », « trades », et « offices », renvoient, du moins dans ce livre, à des occupations variées qui ne relèvent pas toutes de ce que les économistes et les sociologues considèrent comme un « métier », et donc un « travail », de par la capacité, la

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

spécialisation, la rémunération qu'il implique. Le problème se pose surtout pour le secteur tertiaire où l'on relève à côté de professions bien définies (marchands, cadis, secrétaires, etc.) des fonctions de pouvoir (telles que *wālī, wazīr, nā'ib*, et même *ḫalīfa* ou *sulṭān*), des charges honorifiques (par exemple, une vingtaine de sortes de *šayḫ*-s, une dizaine de sortes d'*imām*-s), des termes génériques (ainsi *mawlā, ʿālim, adīb, ḥakīm*, etc.). La difficulté est éludée en une phrase (p. 256), alors qu'il en résulte, me semble-t-il, une surestimation du nombre des activités dites de service,

Dans le domaine de l'artisanat, le nombre et la précision des manuels de *ḥisba* permettent à l'auteur de relever 598 noms de métiers, dont 418 pour les VIII^e^-XI^e^ siècles et 398 pour les XII^e^-XV^e^ siècles, pour conclure que cette grande division du travail, particulièrement poussée dans le textile, le métal et l'alimentaire, signifiait un niveau technologique sans équivalent dans la période antique, aussi performant que celui atteint dans l'Occident médiéval. L'importance du nombre des termes relatifs aux métiers du commerce dans le secteur tertiaire confirme, au moins pour la ville, cette image d'un monde du travail important, diversifié, signe d'une économie en expansion, capable de satisfaire les besoins d'une importante société de consommation. Mais, là encore, des effets de surestimation soulèvent quelques doutes. L'auteur, en effet, s'est attachée à répertorier les noms de métier tels qu'ils apparaissaient dans les sources dépouillées, se contentant d'harmoniser la translittération (elle s'explique p. 96 et suiv. du fait qu'elle a supprimé les formes dialectales). Le résultat est de curieux doublets : on a du mal à imaginer que le *kattān* et le *kattānī*, d'ailleurs traduits respectivement par « linen, flax seller » et « flax merchant, linen seller » (p. 132) correspondent à deux métiers différents. De même (p. 117), le *ʿāmil al-kāghid* (« paper-maker »), le *kāghadhī* (« paper-maker and/or seller ») le *kaghghād* (« paper-maker and/or seller ») et le *kāghidī* (« paper-maker and/or seller ») représentaient évidemment la même activité. Et que dire des *ṭarāzī*, *ṭarrāz* et *muṭarriz*, tous trois traduits par « embroiderer » (p. 122 et 123)? Les exemples de ce type sont légion. Dans la mesure où le niveau de division du travail est estimé d'après le nombre des noms de métiers, le problème n'est pas secondaire. Il imposait une étude précise de la terminologie relevée, d'autant que la liste établie donne à côté du nom arabe une traduction unique qui suppose que la signification est évidente, identique dans les différentes régions et au cours des siècles. Ajoutons que la référence à la source sans indication du numéro de page rend toute recherche complémentaire difficile.

Les sources dépouillées sont au nombre de vingt-cinq : onze manuels de *ḥisba*, huit textes de nature variée et six travaux de seconde main (S.D. Goitein à partir des documents de la Geniza, C.F. Petry sur l'élite cairote au XIV^e^ siècle, M.A. Begg sur les classes laborieuses en Iraq, H.J. Cohen sur les juristes, N. Elisséeff sur les corporations de Damas, A.J. Naji et Y.N. Ali sur les souqs de Baṣra). La répartition dans le temps et dans l'espace est totalement hétérogène, la richesse des noms de métiers livrés est très diverse (de 15 termes dans le *Kitāb tuḥfat al-nāẓir* d'al-ʿAqbānī al-Tilimsānī à 476 termes dans l'article d'H.J. Cohen), les genres littéraires et les préoccupations des auteurs induisent de grandes variétés dans la terminologie et les activités décrites. Rassembler, par les vertus de l'ordinateur, les données tirées de textes si différents à tous points de vue demandait, une fois une liste générale établie et les comptages

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

effectués, de ne pas oublier l'origine des informations pour avancer analyses et commentaires. Une fois encore, l'historien se heurte à un obstacle incontournable : la méconnaissance du monde rural dont les textes, d'origine urbaine, ne parlent guère. Au point que, sur les quatre sources relatives à l'Afrique du Nord, aucune ne mentionne le moindre paysan! Les relevés effectués par Maya Shatzmiller apportent des vues intéressantes, notamment sur l'introduction de plantes nouvelles repérées à travers des termes tels *daqqāq al-aruzz* (« rice grinder »), *mawwāz* (« banana grower or seller »), *baṭṭīḫī* (« watermelon seller »), mais ne sortent guère de l'ombre un monde qui représentait une très large majorité de la population et fournissait l'essentiel des richesses. La prudence par rapport aux textes aurait peut-être exigé de limiter l'enquête au monde des villes. Si Maya Shatzmiller sait fort bien que la répartition des items entre les différents secteurs n'induit en aucun cas la répartition des travailleurs entre ces secteurs, elle pense, en revanche, qu'une modification au cours des siècles peut être significative. Ainsi, elle calcule (p. 171 où les chiffres de la figure 5.1 ne correspondent ni à ceux du tableau 5.1, ni à ceux du commentaire pour des raisons qui m'échappent) que la distribution des métiers s'établit de la manière suivante : secteur primaire (« Extractive Sector ») : 4 % aux VIII^e^-XI^e^ s. (correspondant à 63 occurrences), 2 % aux XII^e^-XV^e^ s. (35 occurrences); secteur secondaire (« Manufacturing Sector ») : 47 % aux VIII^e^-XI^e^ s. (897 occurrences), 36 % aux XII^e^-XV^e^ s. (679 occurrences); secteur tertiaire (« Service Sector ») : 49 % aux VIII^e^-XI^e^ s. (736 occurrences), 62 % aux XII^e^-XV^e^ s. (1175 occurrences). De ces chiffres, et de quelques autres, elle déduit un maintien du secteur artisanal quant à son niveau technologique, mais un recul de sa place dans le champ des activités en raison de la forte augmentation du secteur tertiaire dans la seconde moitié du Moyen Âge. Plus précisément, la distinction, dans ce secteur tertiaire, de trois sous-secteurs : les services industriels (commerce, finances, transports), les services professionnels (médecine, activités intellectuelles, divertissements) et les services publics (administration, armée, enseignement, loi, religion) lui permet de montrer une relative stabilité des deux premiers sous-secteurs et, en revanche, une très forte augmentation du troisième : de 161 à 573 occurrences. Le développement de l'appareil d'État est un phénomène fort intéressant que les chiffres fournis ici mettent en valeur. Mais, là encore, les conclusions proposées et les généralisations avancées perdent beaucoup de leur force lorsque l'on remonte à l'origine des informations comptabilisées. Ainsi, sur les 573 occurrences relevées pour le secteur tertiaire-public aux XII^e^-XV^e^ siècles, 345, soit 60 %, proviennent de l'étude menée par C.F. Petry pour Le Caire à la fin du Moyen Âge, 78, soit 14 % du *Taḥrīḡ al-dalālāt* d'al-Ḫuzāʿī et 61, soit 11 %, de l'ouvrage d'al-Subkī, cadi au Caire et à Damas au XIV^e^ siècle. Il apparaît, au vu de ce rapide recensement, que le renforcement de l'État dans la seconde moitié du Moyen Âge concerne principalement l'Égypte mamelouke, ce qui n'est guère une nouveauté; que l'ouvrage peu connu d'al-Ḫuzāʿī, rédigé à Fès ou à Tlemcen en 1386 pour justifier les métiers et les charges considérés comme illicites, mériterait une solide étude; et qu'il est difficile de parler de manière générale de la place et du rôle des fonctionnaires à partir de trois documents si disparates à tous points de vue.

Les réserves méthodologiques soulevées, loin de rendre caduques la problématique et la méthode proposées, dont il faut souligner l'intérêt et l'originalité, appellent au contraire à

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

suivre la voie ouverte par l'auteur dans le cadre d'études ponctuelles, régionales et comparatives qui, seules, permettront d'infirmer, de nuancer et de confirmer les conclusions avancées.

Françoise MICHEAU
(Université Paris I)

Donald QUATAERT, *Ottoman Manufacturing in the Age of the Industrial Revolution.* Cambridge University Press, 1993. 224 p.

Donald Quataert nous présente une étude extrêmement intéressante, portant sur l'industrialisation ottomane, de 1800 à 1914. Le travail est limité aux régions restées intégrées à l'empire jusqu'au début du XX^e^ siècle (Salonique, la Macédoine, l'Anatolie, la Syrie du Nord, l'Irak).

L'intention de l'auteur, rappelée constamment, est de remettre en cause l'idée communément admise d'un déclin industriel ottoman au XIX^e^ siècle. Il est, en effet, persuadé de la nécessité de prendre en compte les dynamiques propres à l'économie et à la société ottomane, plutôt que de se contenter de jauger son industrialisation à l'aune du commerce européen. Il nous invite donc à effectuer un changement de perspective, en proposant un point de vue interne.

L'étude fait ressortir une vitalité du marché intérieur reposant en grande partie sur une production éclatée, non localisée dans des usines, mais essentiellement chez des particuliers ou dans de petits ateliers. Elle met également en lumière l'existence de stratégies individuelles face à la compétition industrielle européenne en pleine expansion.

L'ouvrage comprend deux parties distinctes; la première concerne la production destinée aux consommateurs locaux, la seconde celle destinée à l'exportation.

Dans le premier chapitre, le plus dense, l'auteur présente un tableau de la production de coton, des teintures et de l'industrie textile dans les différentes régions de l'empire. Il fait ressortir l'existence d'un marché interne en expansion continue, marché que se disputaient les fabricants ottomans, même si, à la fin de la période considérée, nombre d'entre eux avaient plus ou moins définitivement perdu leurs débouchés internationaux.

Le second chapitre est consacré aux industries destinées à l'exportation, celles de la soie et des tapis. Si la production de tapis s'est développée très tôt et a toujours bénéficié d'une forte demande de la part des marchés occidentaux, l'industrie de la soie a connu un développement très irrégulier, une forte concurrence internationale, mais a su conserver une certaine vitalité. Ici encore, D. Quataert insiste sur la rareté des centres industriels (sous forme d'usines), alors qu'il retrouve une variété de lieux de production non centralisés.

D. Quataert démontre dans chaque cas de figure que les fabricants ont adopté une série de stratégies pour rivaliser avec leurs concurrents (européens ou ottomans), protéger leur survie et conserver ou regagner les clients sur le marché international ou interne. Il démontre également qu'il n'y eut pas de déclin général de l'industrie ottomane, mais, plutôt, que les

BCAI 12 (1996) M. Shatzmiller: Labour in the Medieval Islamic Lands, recensé par Fr. Micheau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net